LES 400 COUPS

#TRANSITIONDÉMOCRATIQUE #TRANSITIONÉCOLOGIQUE #JUSTICESOCIALE

ROMANAIS

N°8 | Printemps 2023 | 3ème année | 2 € | 4 pages

collectif pour ROMANS

EDITO

PAR LA RÉDACTION

Ce journal, tout comme le Collectif pour Romans qui le porte, s'est promis de ne se mêler que de local. D'écologie, de justice sociale et de démocratie. Le programme, même seulement à Romans, était déjà dense. Mais on a beau faire, la réalité et nos interdépendances nous rattrapent. Surtout sur ces sujets-là ! Et surtout quand nous subissons, du local au national, une municipalité qui n'a rien à envier à l'« autoritarisme participatif »[1] de ce gouvernement en voie avancée de délégitimation. Nos dirigeant·es utilisent de concert la participation citoyenne comme cache-sexe à l'opacité et la brutalité de décisions visiblement tout aussi mal vécues par nous militant·es d'opposition que par certain·es conseillèr·eres municipaux·ales récemment démissionnaires ou élu·es de la majorité présidentielle qui la quittent dans un mouvement lent mais continu.

Gageons pour les Romanais·es que le projet de réaménagement de la place Jean Jaurès n'est qu'une (grosse) goutte supplémentaire dans un vase déjà bien rempli. Ne prenons pas ce signe à la légère : à l'échelle de cette majorité municipale, c'est un véritable signe de fragilisation. Temporaire, qui sera rapidement comblée par davantage de labels (cf. Des labels, des titres et du vent p.2), d'injonctions à la sobriété (cf. Sobriété : faire face, puisqu'il est trop tard pour anticiper p.3) ou autre marqueur d'une écologie mal incarnée car digérée au prisme d'un ordo-libéralisme délétère, où tout change pour que rien ne change.

Mais cet édito est-il là pour clarifier ce que vous savez déjà ? Non, dans cet édito, nous voudrions regarder les choses qu'on est toutes et tous en train de faire alors qu'on n'imaginait pas les faire il y a de ça encore quelques jours, semaines, mois : recadrer un proche sexiste, refuser une énième agression raciste, ne plus lâcher sur les enjeux écolo, se poser des questions qu'on avait le privilège de pouvoir ignorer, aller en manif, parce qu'en fait, ce n'est pas que contre les retraites…

C'est dans les luttes que nous créons des marges de joie, d'enthousiasme et renforçons nos solidarités. Qui aurait cru hier que des Rosies, action pensée par Attac Paris, participeraient en rythme aux manifs romanaises, montiliennes et valentinoises (cf. Les Rosies : la joie comme arme de résistance féministe p.2) ? Qui aurait pensé un jour entendre un de nos plus respectables militants de cette grande famille « de gauche » appeler à une ZAD sur la Maison des Syndicats ? Et comment ne pas se réjouir des multiples actions qui fleurissent à Romans, en même temps que des centaines de personnes à chaque manif contre la réforme des retraites, qui reprennent nos rues romanaises, malgré les engins de chantier, les grilles, les empêchements dans nos espaces publics ? Tout le monde ne s'y reconnaîtra pas, pas encore, mais voyons-y le signe d'un soulèvement, celui de celles et ceux qui, comme nous y enjoint Corinne Morel Darleux, aspirent à cesser de nuire, refuser de parvenir. « Les Soulèvements font, sans plus attendre - ni l'impossible ni l'ingérable - ce qui doit être fait : empêcher de bétonner les terres, refuser que l'eau soit accaparée par quelques-uns, cesser de collaborer avec un système délétère, prendre soin. Voilà les grands défis auxquels nous avons à faire face : choisir nos dépendances, conserver la possibilité de cultiver pour se nourrir, auto-organiser la solidarité et préfigurer l'avenir » nous dit cette compagne de route dans son discours à la soirée de soutien aux Soulèvements de la Terre, en cette semaine de bouclage de ce numéro 8.

Goutte d'eau ou déferlante, clapotis ou vague pleine d'écume, ce numéro est en tout cas une goutte de plus dans un océan de résistances à ce monde qu'on nous impose. Résistance qui ne pourra se passer de soin, de confiance et de solidarité. Un chemin : l'auto éducation, pour renforcer nos défenses intellectuelles, des essais erreurs assumés et reconnus pour apprendre et faire mieux ensemble demain, et toujours humblement tendu·es vers l'exemplarité. Un horizon : écologie, justice sociale et démocratie. À Romans et partout.

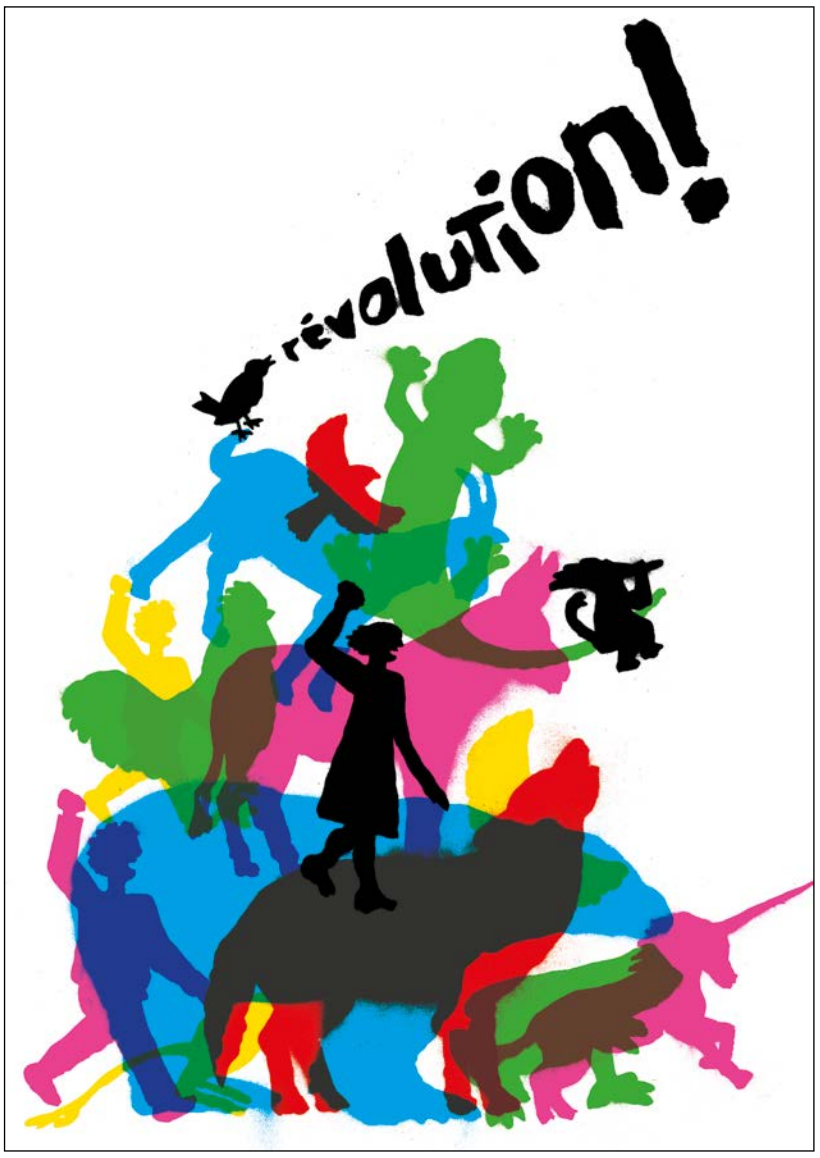
1. Expression de Guillaume Gourgues, issue de son article Les Faux-Semblants de la Participation" dans la Vie des Idées - avril 2023 https://laviedesidees.fr/Les-faux-semblants-de-la-participation

DES LABELS, DES TITRES ET DU VENT

Des coups de com', qui, loin de soutenir une politique ambitieuse, sont sans effet véritable sur la ville et transforment peu à peu Romans en vitrine dopée aux labels.

EN PAGE 2 #TRANSITIONDÉMOCRATIQUE

À L'AFFICHE "RÉVOLUTION!"



Le gouvernement a lancé une attaque sans précédent sur notre système de retraites, qui va pénaliser l'ensemble des salarié·es, du public comme du privé, bien au-delà des seuls régimes spéciaux. Cette attaque fait suite à de nombreuses autres, contre le droit du travail, contre le droit au chômage, contre les services publics, contre les droits des immigré·es, etc. Macron incarne avec une violence inédite la logique néolibérale, la défense des intérêts des plus riches, déterminés à détruire toutes les formes de solidarité et tout ce qui peut faire obstacle à l'exploitation sans frein des humains et de la nature.

Face à cela, graphistes, artistes, illustrateur·rices, comptent bien mener la lutte avec leurs moyens, ceux de l'image, en apportant leur soutien graphique aux mobilisations en cours, et rassemblent leurs productions (téléchargeables et utilisables gratuitement dans le cadre de ces mobilisations) sur le site formesdesluttes.org. Plus de 200 graphistes ont déjà contribué par leurs créations. Nous avons choisi de partager le travail d'Isabelle Jégo, une artiste bretonne qui enseigne depuis 2003 le design graphique à l'École européenne supérieure d'art de Rennes. Elle y développe avec ses étudiant·es des projets notamment autour des questions du graphisme dans l'espace public.

Quand nous avons pris contact avec elle, elle a tout de suite accepté d'illustrer notre journal et nous a souhaité une bonne manifestation pour l'après-midi même. De Rennes à Romans, la France lutte contre la réforme des retraites !

UN MOT SUR LE JOURNAL : AIDEZ-NOUS, ABONNEZ-VOUS !

Nous continuons à diffuser ce journal sur les marchés après sa parution, dans nos points de vente et, depuis ce printemps, avons déposé des exemplaires dans les médiathèques et les maisons de quartier, pour partager nos valeurs et notre projet pour la ville.

Et, bonus, nous avons déposé des journaux dans des boîtes aux lettres, au hasard de nos promenades, avec un petit mot pour faire connaissance avec nos nouveaux lecteurs, nouvelles lectrices.

Pour vous abonner :
collectifpourromans.org/les-400-coups-romanais/

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO

Brèves Romanaises — PAGE 2
Des labels, des titres et du vent — PAGE 2
Les Rosies : la joie comme arme de résistance féministe — PAGE 2
Le tribunal du commerce à la place des syndicats… — PAGE 3
Sobriété : faire face, puisqu'il est trop tard pour anticiper — PAGE 3
Auprès de nos arbres, nous étions heureux·ses (partie 2) — PAGE 4
30 arbres abattus par négligence : le fiasco du cours Pierre Didier — PAGE 4
Une charte de l'arbre — PAGE 4

Pour toutes réclamations, remarques, analyses, critiques, informations ou pour participer à la rédaction ou l'élaboration de ce journal, une seule adresse : **redaction@collectifpourromans.org**

#LESP'TITSCOUPSENDOUCE
BRÈVES ROMANAISES

LES ESPACES PUBLICS EN VOIE DE DISPARITION

Les salles pour des réunions publiques étaient déjà rarissimes à Romans, mais il s'avère que cela peut encore empirer. D'abord, il y a eu les mesures pour la sobriété, interdisant l'accès aux maisons de quartier les soirs de novembre à mars. À présent, c'est au tour de la salle Charles Michels d'être en accès limité puisqu'elle sera attribuée, temporairement, au Tribunal de Commerce de la Drôme[1]… Il ne restera bientôt plus que la location de la salle Yves Péron, à 165 euros tout de même. - ML

ARRÊT LA MONNAIE, TOUT LE MONDE DESCEND

Une pétition demande une rencontre avec Citéa et l'Agglo car 5 arrêts de la Monnaie ne sont plus desservis depuis le 13 février et jusqu'au 2 septembre[2]. Cette punition collective pénalise les 3000 habitant·es du quartier (dont les cartes de bus annuelles deviennent inutilisables). Les personnes âgées ne peuvent ni faire leurs courses, ni se faire soigner, et les enfants sont contraints de marcher jusqu'au collège, peu importe la météo, la distance ou l'insécurité liée à la circulation. Romans ville amie des aînés et des enfants, mais pas de tou·tes. - CS

DES INVITÉ·ES SURPRISES AU CONSEIL MUNICIPAL !

La police municipale n'a laissé que 8 personnes entrer dans la salle du CM le jeudi 23 mars, refusant l'accès aux autres au motif que l'espace réservé au public était complet. 19 sièges sont attribués au public, 11 individus étaient donc déjà entrés, sans passer par la porte du public, mais par celle des élu·es. La transparence de la Ville, mise à mal depuis 2014, ne semble pas s'améliorer et ce n'est pas en plaçant des privilégié·es au CM que la situation pourra changer. - ML

QUID DE L'EXTRÉMITÉ SUD DES TRAVAUX DE DÉCOUVREMENT DE LA SAVASSE ?

Lors du dernier Conseil municipal, la mairie a validé l'achat du tènement de l'ex-Maison de la Nature et de l'Environnement (fermée par l'équipe municipale actuelle en 2015), pour la modique somme de 115000 euros. Les heureux·ses propriétaires, Laurie Gaillard et Cyril Brault ont ainsi obtenu 7 120 m² en bord d'Isère pour leur projet : un restaurant/gîte/espace bien-être. Les Romanais·es pourront bientôt se faire masser, avec une vue exceptionnelle sur la collégiale et le Pont Vieux. Enfin, un vrai projet pour les habitant·es ! - AdL

ASSOCIATIONS : CHERCHER UNE AIGUILLE DANS UNE BOTTE DE FOIN

39 pages pour recenser près de 200 associations sur l'annuaire de la Ville[3]. Dix catégories pour les filtrer, mais aucune en rapport avec l'écologie. Pourtant des associations de ce type existent. Pour les dénicher, rien de plus simple : il suffit de farfouiller dans la catégorie « Divers », entre l'association des anciens combattants et celle de la prévention routière. À défaut d'une catégorie « Environnement », une barre de recherche serait pratique ! - ML

1. https://www.francebleu.fr/infos/politique/une-mobilisation-pour-dire-non-au-demenagement-de-la-maison-des-syndicats-de-romans-2843800
2. https://start.vrd-mobilites.fr/fr/traffic-infos
3. https://www.ville-romans.fr/vivre/associations/annuaire-des-associations

#COUPDEPROJECTEUR
DES LABELS, DES TITRES ET DU VENT

#TRANSITIONDÉMOCRATIQUE

LE COLLECTIF POUR ROMANS A DÉJÀ ALERTÉ SUR LES EFFETS D'ANNONCES DE L'ÉQUIPE MUNICIPALE. CES COUPS DE COM', LOIN DE SOUTENIR UNE POLITIQUE AMBITIEUSE, SONT SANS EFFET VÉRITABLE SUR LA VILLE ET TRANSFORMENT PEU À PEU ROMANS EN UNE VILLE VITRINE DOPÉE AUX LABELS. PAR COLINE

La fermeture brutale de deux écoles, suivie de quelques mois par la hausse soudaine des tarifs de la restauration scolaire début 2023, a une fois de plus mis en avant la dissonance entre la pratique de terrain et la réalité administrative de notre ville qui se gargarise d'avoir le titre *Ville Amie des Enfants* depuis 2021.

Autre exemple vide de sens : le dispositif coûteux *Voisins vigilants* présenté à grand coup de com début 2015 comme une solution au sentiment d'insécurité[1]. Il fut néanmoins rapidement et discrètement abandonné, sans aucune communication… pas même aux habitant·es s'étant proposé·es comme référent·es, qui l'ont appris par hasard plusieurs mois après la suppression ! Les panneaux sont d'ailleurs toujours en place.

SUR LE SITE DE LA VILLE, 9 LABELS, 5 PRIX

Romans se définit elle-même comme « ville de labels » : il est intéressant de creuser au-delà de ce que ces médailles et paillettes voudraient faire croire. En ce qui concerne la démarche *Ville amie des aînés* par exemple, le site de la Ville nous indique que Romans est en réalité « en route vers le label » depuis 2015. La route est bien longue…

Le label *Ville active et sportive*, quant à lui, repose sur des informations pour le moins étonnantes : la Ville déclare 12 gymnases ! Or, il n'y en a que 5 sur la page internet listant les infrastructures de la ville[2]. Peut-être les salles pour la pétanque et la boule lyonnaise sont-elles comptées ? Le gymnase Boiron fermé et le Gymnase Monnier incendié aussi ? (ça ne fait toujours pas 12…). Idem pour les piscines : 2 sont mentionnées, mais il n'en existe qu'une (avec 2 bassins, certes !). Ainsi Romans, avec ses 3 lauriers (mieux que Valence !), se targue de « proposer une offre émergente et innovante de pratiques sportives, d'actions de citoyenneté, tout en tenant compte des spécificités du territoire ». Alors même que les communautés éducatives du Triboulet se mobilisent sans avoir la moindre réponse concernant un futur équipement pour les lycéen·nes et les collégien·nes. En effet, depuis plusieurs années, leur principale activité sportive est la marche pour accéder aux gymnases ou stades présents sur la commune.

Le comble du ridicule : un prix littéraire décerné à… la Ville ! En effet, l'Unicef a proposé aux écoles de décerner un prix sur une sélection de livres[3]. La mairie a donc simplement fait suivre aux écoles le mail de l'Unicef qui faisait cette suggestion et en a profité pour ajouter le *Prix Unicef* à sa liste de trophées !

Concernant les autres titres ou labels, c'est aussi sur les organismes délivreurs que des interrogations se posent : conflits d'intérêts (c'est la majorité régionale, dont fait partie notre maire, qui délivre les fleurs aux villes fleuries), légitimé et notoriété discutable et processus de labellisation fragile et sans suivi (*Marianne d'Or*)….

DES PAILLETTES À LA LIMITE DE L'INDÉCENCE

Alors que les parents échangent, mécontents, face à la nouvelle réduction des places en centre de loisirs pour leurs enfants ; alors que les arbres centenaires en bonne santé tombent à Romans ; alors que la ville « essore » chaque semaine un peu plus les milieux associatifs ; alors qu'une ligne de bus est coupée dans la ville et que le vivre-ensemble s'étiole, alors que Romans est la seule ville de la Drôme qui perd des habitant·es, comment est-ce possible que Romans soit la deuxième *Ville et village où il fait bon vivre* sur les 363 de la Drôme[4] ? À quand les goodies (vendus par les inventeurs du label) et le panneau à l'entrée de la ville ? (3840 euros/an, renouvelable juste en payant…).

La majorité municipale n'a pas hésité à se servir d'un autre palmarès sorti d'on ne sait où pour sa vidéo Invest in Romans 2022, en faisant apparaître que Romans est dans « le top 30 des centres-ville[s] les plus dynamiques de France*»[5]. Les commerçant·es apprécieront. Et ne trouveront aucune piste de discussion car l'astérisque qui fait suite à cette affirmation ne renvoie à… rien !

À l'instar de la vidéo des voeux qui fait de Romans une ville fantasmée, disneylandisée, où la végétalisation démesurée est tellement loin du réel qu'elle en paraît outrancière, ces coups de com à base de labels racontent une ville vitrine, où l'absence de transparence prévaut, exacerbant ainsi les fossés entre ses habitant·es et la défiance des citoyen·nes envers la politique.

1. https://www.francebleu.fr/la-ville-de-romans-installe-ses-voisins-vigilants-dans-trois-quartiers-1422385911
2. https://www.ville-romans.fr/sortir/sports/equipements-sportifs
3. https://www.ac-normandie.fr/prix-unicef-de-litterature-jeunesse-2023-126370
4. https://www.villesetvillagesouilfaitbonvivre.com/vivre-a-Romans-sur-Is%C3%A8re-26100/26281/26
5. https://www.ville-romans.fr/decouvrir/territoire-dynamique/invest-romans, voir 41ème seconde

#COUPDESANG
LES ROSIES, UN NOUVEAU MOUVEMENT FÉMINISTE

#TRANSITIONDÉMOCRATIQUE

LE MOUVEMENT DES ROSIES ACCOMPAGNE LES CORTÈGES DRÔMOIS À CHAQUE MANIFESTATION DEPUIS DÉBUT MARS. LEURS TUBES SONT EN ACCÈS LIBRE AVEC UN KIT[1] POUR PERMETTRE À TOUTES LES FEMMES DE REJOINDRE LES CORTÈGES.

PAR OLYMPE

Les Rosies lors de la manifestion contre la réforme des retraites le 7 mars 2023 à Romans

Dès 2019, le mouvement, issu de l'association Attac[2] dénonçait l'impact genré et sexiste de la réforme des retraites. Il défendait les femmes occupant des métiers précaires, pénibles et mal payés. Ces premières de corvées sont aussi celles qui étaient en première ligne lors de la crise du Covid-19, car nécessaires au fonctionnement du pays. Trois ans plus tard, les Rosies ré-investissent les rues et espaces publics pour dénoncer le nouveau projet de réforme des retraites, tout aussi injuste[3]. Avec une tenue reconnaissable et symbolique, elles visent à rendre visibles les femmes dans les mouvements sociaux et dans la société. Le bleu pour le travail, les gants jaunes pour la double journée et la charge mentale de la famille qui incombe le plus souvent aux femmes et un fichu rouge en référence à Rosie la Riveteuse[4] icône d'un féminisme combatif.

DE LA JOIE CONTAGIEUSE !

Les Rosies portent avec force leurs revendications et expriment dans la joie leur colère légitime face aux innombrables injustices et violences exercées contre les femmes, dans le cadre de la réforme des retraites, mais aussi bien au-delà. Cette joie contagieuse participe à la convergence : après plusieurs semaines de manifestations, au lieu de s'essouffler, les cortèges de Rosies s'étoffent et gagnent en reconnaissance. L'expression par la voix et le corps dans les chants et les chorégraphies les amène à se réapproprier un espace public jusqu'ici souvent confisqué. Le corps des femmes fréquemment jugé, scruté, malmené, devient outil d'expression et arme de résistance individuelle et collective. D'ailleurs ce moyen d'expression s'est aussi montré efficace chez les infirmières du CHU de Valence[5] et dans les mouvements environnementaux avec MC danse pour le climat[6].

À voir le ralliement spontané de femmes de tous horizons partout en France et compte tenu de l'accueil qui leur est fait en manifestations, on s'aperçoit que le mouvement des Rosies répond à un besoin bien réel. À Romans et alentours, ce mouvement a permis de relier une cinquantaine de femmes qui s'auto-organisent et se relaient en goûtant les joies d'une sororité qui leur permettra de tenir dans la durée et de ne rien lâcher.

1. https://france.attac.org/se-mobiliser/retraites-pour-le-droit-a-une-retraite-digne-et-heureuse/article/les-rosies-le-retour-kit-de-mobilisation
2. https://france.attac.org/
3. https://www.politis.fr/articles/2023/01/retraites-cette-reforme-instrumentalise-la-cause-des-femmes/
4. https://fr.wikipedia.org/wiki/Rosie_la_riveteuse
5. https://www.facebook.com/watch/?v=2021410231486467
6. https://www.telerama.fr/debats-reportages/dans-les-corteges-et-sur-tiktok-leur-corps-est-une-arme-contre-la-reforme-des-retraites-7014910.php

#COUPDEPROJECTEUR #JUSTICESOCIALE

LE TRIBUNAL DU COMMERCE À LA PLACE DES SYNDICATS…

À ROMANS, LES LIEUX OÙ S'EXPRIMENT LA SOLIDARITÉ, L'ENTRAIDE ET LA RÉSISTANCE DISPARAISSENT LES UNS APRÈS LES AUTRES. SUR CETTE LONGUE LISTE, C'EST CETTE FOIS LA MAISON DES SYNDICATS QUI EST VISÉE. PAR HOJIP

En élue de droite extrême, la Maire oublie que les lieux qu'elle supprime font l'histoire et l'identité de notre ville. Elle nomme la Maison des Syndicats uniquement « Espace Georges Fillioud », mais cela ne trompe personne…

DE LA BOURSE DU TRAVAIL… À LA MAISON DES SYNDICATS

Jusque dans les années 80, les syndicats étaient hébergés dans deux salles de la Bourse de Travail, sur le Champ de Mars, qui permettaient d'abriter des réunions, mais guère d'y établir de bureau permanent et d'y conserver des archives. Ce local n'était pas adapté aux besoins de la vie syndicale d'une commune ouvrière comme Romans et l'aspiration à disposer de locaux dignes de la fonction sociale des organisations des salarié·es était grande.

C'est ainsi qu'à l'approche de l'élection municipale de 1977, la réalisation d'une Maison des Syndicats, comprenant des bureaux pour les différentes organisations, mais aussi une salle, pour accueillir des manifestations de diverses natures (associatives, culturelles, politiques...), s'est retrouvée en bonne place dans le programme présenté par la liste d'Union de la Gauche (socialistes et communistes) conduite par Georges Fillioud.

Le projet, proche de l'Hôtel de Ville, comme un symbole de la place accordée à la démocratie sociale dans la vie de la cité, a été inauguré le 11 juin 1982, en présence de Jean Auroux, Ministre du Travail.

ET AUJOURD'HUI, EN CES TEMPS DE CRISE SOCIALE ?

En décembre dernier, les syndicats ont appris qu'ils devraient prochainement quitter leur locaux, car les besoins de l'activité syndicale ne seraient plus aujourd'hui ceux qu'ils étaient à l'époque de l'industrie de la chaussure. Pourtant le syndicalisme concerne aussi les nouveaux secteurs économiques et participe pleinement aux confrontations pour l'invention de la société d'aujourd'hui et de demain (comme le démontre la bataille des retraites).

On aurait pu imaginer, avec de l'échange entre la mairie et les syndicats, une « optimisation » des surfaces pour faire un peu de place à d'autres besoins associatifs (les associations logées à l'ancienne école Jean Jaurès sont elles aussi délogées…).

Mais on voit bien que le souci est ailleurs et que la volonté est de tourner le dos à toute une partie de l'héritage du Romans populaire et social, au profit de la course à l'attractivité qui fait fi des besoins d'une large majorité de la population.

LE JEU DES CHAISES MUSICALES

Le courrier reçu par les syndicats mentionnait que la salle Charles Michels serait également réquisitionnée par le Tribunal de Commerce. Cette salle étant la seule, avec la salle Yves Péron, à pouvoir accueillir les événements attirant du public, il devient plus facile d'organiser une conférence ou un débat dans n'importe quel village alentour, que dans notre ville de plus de 30000 habitant·es !... Surtout que la salle Yves Péron va servir à reloger d'autres associations délogées !

Chaque syndicat a été reçu séparément en mairie. Il leur a été annoncé qu'ils seraient relogés dans les bâtiments associatifs de la rue Gaillard (qui eux-mêmes hébergeaient la cantine de l'école Jacquemart… qui va déménager aussi, au grand damn des enseignant·es qui craignent de la voir « atterrir » sur leur terrain de sport ou sur les jardins des élèves !).

Légalement, la mairie ne doit reloger que les syndicats des communaux : ceux-ci auront donc des bâtiments et leurs fluides payés. Les autres auront accès à des salles, mais payeront leurs fluides…même si le bâtiment est une passoire énergétique. Le « déménagement », terme utilisé par la mairie, est prévu en septembre. Des travaux devraient avoir lieu avant.

Parmi les syndicats, la FSU et une partie de la CGT résistent, attachées à une présence au centre ville, avec des frais pris en charge par la communauté, puisque chaque syndicat est au service des citoyen·nes travailleur·ses, dans les périodes de lutte, comme au quotidien.

« C'EST AVANT TOUT UN ACCÈS À NOS DROITS »

« Moi je dis que c'est pour effacer la mémoire du passé de Romans, associatif et tout ça. » dit M.-C., habitante de longue date de Romans.

Pour M.-C., la Maison des Syndicats, c'était avant tout un lieu d'information et de droit sur les conditions de travail. Quand elle s'est retrouvée seule, elle a dû apprendre à se débrouiller par elle-même et à ce moment-là, la Maison des Syndicats a joué un rôle crucial : « [elle] m'a appris à connaître nos droits, nous, la convention était pas au top, j'étais auxiliaire de vie, on a galéré. ». Pour elle, cette fermeture raisonne avec la fermeture d'un autre lieu emblématique de la ville : « Déjà que le Musée de la Résistance a été fermé… ». Outre la fermeture, c'est aussi la violence symbolique de ce qui va être mis à la place : « Elle va mettre à la place le tribunal de commerce mais ça veut dire quoi ça ?» M.-C. conclut : effacer la Maison des Syndicats « pour les générations à venir… c'est grave ».

#COUPDEPROJECTEUR #JUSTICESOCIALE #TRANSITIONÉCOLOGIQUE

SOBRIÉTÉ : FAIRE FACE, PUISQU'IL EST TROP TARD POUR ANTICIPER

LA CRISE ÉNERGÉTIQUE, ANNONCÉE DE LONGUE DATE ET PRÉCIPITÉE PAR LA GUERRE EN UKRAINE, ÉTRANGLE FINANCIÈREMENT LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET LES CONTRAINT À LA SOBRIÉTÉ. DEPUIS OCTOBRE, C'EST LE CHEVAL DE BATAILLE DE LA MAIRIE ! PAR MAYA LAB

L'association négaWatt[1] distingue différents types de sobriété : dimensionnelle (logement et véhicule adaptés aux besoins), collaborative (covoiturage, colocation), d'usage (écoconduite, régulation du chauffage), organisationnelle (télétravail, transports en commun) et matérielle (achat en vrac, réduction du taux d'équipement). Si certains de ces points dépendent des habitudes de chacun·e, d'autres peuvent être pris en charge par les collectivités territoriales.

SOBRIÉTÉ CHOISIE OU SUBIE

Les limites environnementales imposent à chacun·e de tendre vers la sobriété, mais le chemin n'est pas le même pour tout le monde. Les classes aisées possèdent souvent déjà des maisons isolées et peuvent encaisser la hausse des prix de l'énergie. Tandis que les plus précaires, selon l'Observatoire des Inégalités[2] « voudraient bien contribuer à un mode de vie plus écologique, mais ils ont aussi [...] besoin de vivre un peu mieux ». Pour rappel, 20% de la population romanaise, vit sous le seuil de pauvreté (1 102 euros par mois pour une personne seule), soit près de 6 000 personnes[3].

C'est cette partie de la population que la Ville devrait aider. Concrètement, elle pourrait proposer à Valence Romans Agglo de créer un abonnement illimité gratuit ou attractif de 5 euros par mois, contre 20 euros[4] actuellement, au réseau de transport Citéa. Cela permettrait aux personnes à faibles revenus de pouvoir circuler sans subir la hausse du prix du carburant.

PRIME D'UN CÔTÉ, BAISSE DES SUBVENTIONS DE L'AUTRE

Pour l'heure, la Ville de Romans se contente de « faire face », puisqu'il est trop tard pour anticiper. Regardons quelques-unes des 25 mesures dites « ambitieuses »[5]. Certaines relèvent du bon sens, quoi qu'un peu tardif, comme le changement des têtes thermostatiques des radiateurs ou la mise en place de détecteurs de présence dans les bâtiments communaux. D'autres sont insuffisantes comme la nomination d'une quinzaine d'ambassadeur·rices de la sobriété énergétique ; cette fonction sera-t-elle assurée par de nouveaux ASVP comme ce fut le cas de la brigade verte ?

En ce qui concerne la municipalité, si la Ville parvient à diminuer de 15% sa consommation d'énergie en 2023, ses agents devraient avoir droit à une prime, soit une enveloppe de 130 000 euros à partager en six cents parts, un peu plus de 200 euros par personne[6]. Une prime pour remplacer celle de Noël supprimée il y a quelques années ? Pourtant, le réglage du chauffage n'est pas toujours de leur ressort. Dans certaines écoles, où le thermomètre affiche 23°C pendant les vacances, c'est une société de prestation de service, Enedis, qui s'en occupe.

D'autre part, les maisons de quartier, où les salarié·es et bénévoles n'ont pas attendu les recommandations de la Ville pour prendre leurs responsabilités, doivent atteindre les objectifs fixés pour espérer pouvoir garder leurs subventions intactes…

LES ACTIONS ET PROPOSITIONS DU COLLECTIF POUR ROMANS

Dès 2019, le Collectif avait lancé la réflexion, avec des ateliers participatifs organisés sur le thème de la crise énergétique pour informer et sensibiliser : Gwennyn TANGUY avec sa conférence gesticulée Ce n'est pas la fin du monde[7] autour de thèmes tels que la raréfaction des ressources énergétiques, le dérèglement climatique et le lien avec l'économie ou encore l'association Négawatt venue présenter son scénario 2022[8]. Le Collectif propose de promouvoir l'isolation thermique en s'inspirant par exemple de Lanester (56), où la mairie accompagne les particuliers via une subvention plafonnée à 1500 euros et complétant les autres aides existantes[9].

Pour aller encore plus loin, la Ville pourrait renforcer la capacité de production d'énergie locale, via le solaire ou l'éolien sur les bâtiments municipaux. Loos-en-Gohelle (62) est pionnière dans ce domaine. Dès 2014, elle s'inscrit au dispositif Territoires à Énergie Positive (TEPOS) et crée le « plan solaire citoyen » en 2018. Ce dispositif a pour mission d'équiper en panneaux photovoltaïques les toitures des bâtiments de la ville, publics et privés[10]. À présent, il y a plus de 2600 m² de panneaux générant environ 50 000 euros de revenus chaque année ! En plus ça ajouterait le label « Énergie partagée » à la collection des trophées de la Ville !

1. https://negawatt.org/
2. https://www.inegalites.fr/La-France-de-ceux-qui-n-ont-rien
3. https://www.insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=COM-26281#chiffre-cle-8
4. https://www.vrd-mobilites.fr/tarifs-abonnements/
5. https://www.collectifpourromans.org/wp-content/uploads/2023/04/plan-sobriete.pdf
6. https://www.francebleu.fr/infos/environnement/romans-sur-isere-une-prime-pour-les-agents-municipaux-pour-lutter-contre-la-hausse-du-prix-de-l-energie-7412443
7. https://gwennyn-tanguy.jimdofree.com/conf%C3%A9rences-gesticul%C3%A9es/ce-n-est-pas-la-fin-du-monde/descriptif/
8. https://negawatt.org/scenario/
9. https://www.ouest-france.fr/bretagne/lanester-56600/lanester-la-ville-renouvelle-l-aide-a-la-renovation-thermique-8aa7e326-aecb-11ed-8860-92f6df9a15e7
10. https://energie-partagee.org/projets/mine-de-soleil/

AUPRÈS DE NOS ARBRES, NOUS ÉTIONS HEUREUX·SES (PARTIE 2)

À LA DEMANDE D'UN ADHÉRENT DU COLLECTIF, LA MAIRIE A ENVOYÉ DES EXPERTISES EFFECTUÉES PAR L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS SUR LES ARBRES ROMANAIS. APRÈS UN FASTIDIEUX TRAVAIL DE TRI, VOICI LA RESTITUTION DES ÉTUDES ENTRE 2021 ET 2022.

PAR MOH

Sur les 996 arbres étudiés, l'ONF ne préconisait l'abattage « que » de 112 arbres, dont la grande majorité se trouvaient rue de Coalville, boulevard Ginier et Chemin des bœufs.

DES ARBRES EN MAUVAISE SANTÉ, VOIRE MALTRAITÉS

De manière générale, on constate à la lecture des documents que les arbres de la ville ne sont pas en bonne santé. Trois types d'éléments semblent se combiner pour expliquer la situation.

Pour commencer, la plupart des diagnostics indiquent un mauvais entretien des arbres au fil des ans : coupes drastiques, parfois malvenues ou non-respect des mesures prophylactiques (désinfection du matériel de coupe et protection des parties coupées afin d'empêcher la propagation de maladies ou d'attaque fongique).

Les emplacements des arbres sont également responsables. La présence de voiries à proximité, les troncs enserrés dans du goudrons limitent les échanges entre le sol et le système racinaire. La proximité des places de stationnement provoque une compaction du sol et une asphyxie racinaire. De nombreuses blessures sont aussi constatées sur les troncs, dues à des engins de tontes ou aux véhicules. Dernière cause d'origine humaine : la non protection des arbres durant les phases de travaux (voir l'exemple édifiant de la contre-allée du cours Pierre Didier).

Toutes ces mauvaises conditions sont à l'origine de blessures et d'échaudures (« coups de soleil » de l'arbre qui empirent avec la réverbération des sols bétonnés). Ces blessures deviennent des zones « faibles » où se développent et prolifèrent bactéries, champignons et maladies qui affaiblissent le fonctionnement physiologique de l'arbre (sa vigueur et sa vitalité) ainsi que son état mécanique (sa solidité et son ancrage au sol).

DE LA PÉDAGOGIE AVANT LES TRONÇONNEUSES

Les abattages rue de Coalville et boulevard Ginier ont particulièrement cristallisé la colère des habitant·es, déjà bien échaudé·es par les nombreuses coupes effectuées dans le reste de la ville. L'ONF avait effectivement préconisé d'abattre ces arbres. En revanche, comme le recommandait également les rapports, la mairie aurait pu se fendre d'un peu de pédagogie et expliquer en amont aux habitant·es les causes de ces coupes d'arbres. Mais, puisque ce n'est pas le fort de notre municipalité, nous allons le faire à sa place.

Les études concernant les arbres du boulevard Ginier mettaient en avant une mortalité avancée d'une partie ou de l'intégralité d'un grand nombre d'arbres, ainsi que de nombreuses altérations. Rue de Coalville, la maladie de l'esca est la principale cause des coupes. Celle-ci, due à un champignon, provoque une pourriture blanche et un amincissement de la paroi cellulaire. Le bois devient friable et cassant. Ces arbres devenaient donc dangereux, notamment de par leur emplacement dans des lieux de passages et à proximité d'écoles. Leur abattage était nécessaire.

LES PROJETS VÉGÉTALISANT LA VILLE METTENT EN PÉRIL… LES ARBRES !

Dans les différents projets urbains de la Ville, il s'avère en revanche que la majorité des arbres sont ou étaient viables. Sur les 78 arbres étudiés du cours Pierre Didier, l'ONF ne préconisait aucun abattage, pourtant 44 ont été arrachés. Au quartier de la Presle (futur projet Savasse), seulement 2 arbres sur 65 auraient pu être supprimés, or une trentaine a été abattue.

Se pose alors la question de la pertinence, dans le cadre de travaux, d'effectuer un tel nombre de coupes. Les différents projets auraient-ils pu être pensés autrement afin de laisser l'existant en place ? La question se pose particulièrement à la Presle où le projet est le découvrement de la Savasse et l'aménagement d'un parc. Un espace de biodiversité pour le vivant, un parc ombragé pour potentielles canicules à venir semble une belle idée sur le papier. Malheureusement, les nouveaux arbres plantés mettront plusieurs dizaines d'années avant de fournir le même ombrage et un niveau de dépollution atmosphérique équivalent à ceux abattus.

Dans le Romans Mag n°368, daté de mai 2022, et ironiquement intitulé « L'arbre, un patrimoine à préserver », la Maire expliquait dans l'éditorial que « les arbres abattus [...] le sont toujours à contre-cœur, et après avis systématique de l'Office National des Forêts » et « le plus souvent, ils avaient été fragilisés par les récents événements climatiques, ou mettent en péril à court terme des ouvrages [...], voire de nouveaux projets tels que le nouveau cours Pierre-Didier. »

Les analyses des documents de l'ONF indiquent que oui, certains arbres devaient en effet être coupés… mais pas tous, loin de là. L'avis systématique a été effectivement demandé à l'ONF, mais d'autres considérations ont semble-t-il pris le dessus..

Quant au péril dans lequel les arbres mettraient les nouveaux projets, ne serait-ce pas plutôt les nouveaux projets qui mettent les arbres en péril ?

Tous les rapports sont disponibles sur : https://link.infini.fr/rapportsarbresromans20212022

UNE CHARTE DE L'ARBRE

Dans la conclusion d'un des rapports de l'ONF, l'expert explique que la Ville de Romans possède un patrimoine arboricole important qu'il est nécessaire de préserver. S'en suivent un certain nombre de conseils à mettre en place. L'un d'eux concerne la mise en place d'une charte de l'arbre. Dans le Romans Mag n°368, de mai 2022, il est annoncé que le service des espaces verts travaille à la rédaction d'une telle charte, mais depuis ce énième effet d'annonce qu'en est-il réellement ?

En attendant, regardons ensemble celle de Grenoble-Alpes Métropole, parue en 2019. Nous y retrouvons toutes les préconisations glanées au fil des diagnostics de l'ONF : intérêt des arbres et connaissances sur leur conditions de vie ainsi que conseils en gestion et préconisations techniques pour la pérennité des arbres en milieu urbain.

Grenoble-Alpes Métropole va même plus loin, en proposant un site internet dédié au patrimoine arboricole de la ville et de la région grenobloise. Sur celui-ci, il y a des informations sur les arbres, une carte interactive pour visualiser les arbres dans la ville et des conseils de plantation et d'entretien. Autant de ressources qui peuvent permettre de sensibiliser le plus grand nombre sur l'importance de la préservation et du respect des arbres dans nos espaces urbains, publics comme privés.

https://arbres.grenoblealpesmetropole.fr/

30 ARBRES ABATTUS PAR NÉGLIGENCE : LE FIASCO DU COURS PIERRE DIDIER

Pour le cours Pierre Didier, une première enquête est demandée par la mairie en mars 2021, afin de faire un état des lieux physiologique et biomécanique des arbres avant les travaux. Au niveau de la contre allée, 32 arbres sont étudiés et majoritairement évalués en bonne santé. Pour 7 d'entre eux, une surveillance est préconisée dans les 3 ans à venir. Quelques coupes de bois morts sont proposées pour d'autres. Mais la plupart d'entre eux peuvent être laissés en l'état.

Dans ce document, l'ONF informe également des précautions à prendre lors des travaux pour protéger les arbres et leur système racinaire : délimitation de zone sensibles et très sensibles avec ce que l'on peut faire ou non à l'intérieur de ces zones, protections des racines contre le gel ou le dessèchement, protections contre la pollution du substrat, contre la compaction du sol… Le projet d'aménagement du cours, présenté en juillet 2021 lors d'une réunion publique, prévoit la conservation de 30 arbres.

Alors que l'ONF préconise d'éviter les travaux entre novembre et mars, ces derniers débutent le 10 février 2022. Très rapidement, début mars, la mairie demande une nouvelle expertise à l'ONF.

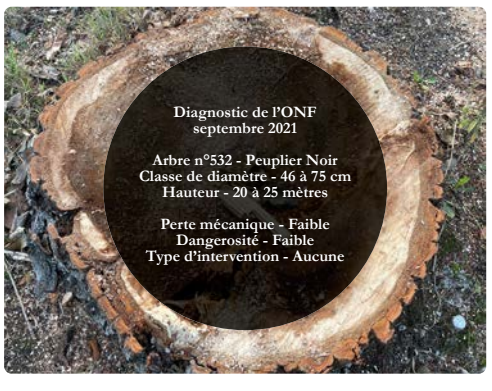
Afin de retirer les arbustes implantés entre les arbres côté nord, une grosse partie des systèmes racinaires a été décaissée de leur fosses de plantation. Lors de cette excavation, de nombreuses racines ont été arrachées et écorcées. Également mises à nu, elles sont restées à l'air libre plus de 30 jours, exposées au soleil, au vent et au gel. Le constat de l'ONF est sans appel : ces racines sont mortes et ne pourront repartir. Les conséquences sont une réduction, voire un arrêt de l'alimentation en eau et en éléments minéraux ; une réduction plus ou moins importante de l'accroche des arbres ; un risque potentiel de colonisation des plaies par des champignons altérant ainsi la physiologie et la résistance mécanique des arbres.

Si ce n'est déjà pas assez, le sol autour des arbres a également été victime de compactage, de part l'absence de protection contre le passage d'engins lourds et l'entreposage de matériel ayant pour conséquence une asphyxie racinaire et la limitation des échanges gazeux.

Pour les experts de l'ONF, la situation est cornélienne. Les arbres ont subi beaucoup trop de dommages racinaires. Leur ancrage au sol est fortement remis en question, tout particulièrement pour les arbres côté nord mais aussi pour ceux côté sud. Si les premiers étaient abattus, les seconds ne seraient mécaniquement pas adaptés à un changement aussi brutal d'exposition au vent. Des tests de tractions sur l'ensemble des arbres (pour un montant de 30 000 €) pourraient être effectués pour évaluer leur ancrage et donc leur conservation. L'expert propose deux solutions : l'abattage de tous les arbres ou leur maintien avec un suivi annuel contraignant et coûteux. Pour l'expert, la préservation de l'existant reste tout de même la meilleure option. Ce ne sera pas le choix de la mairie.…

En terme de coût, ces 30 arbres étaient estimés à environ 49 000€ en valeur d'aménité, aspects positifs non quantifiables liés à la présence des arbres, basée sur 4 indices (espèce et variété, taille, état sanitaire et valeur esthétique). Une perte lourde et importante pour les Romanais·es et un coût supplémentaire exorbitant pour la Ville. Qui a payé l'arrachage de ces arbres et la plantation de nouveaux : les citoyen·nes romanais·es par le biais de leurs impôts ou la société responsable de ce gâchis ?

Sur le chantier de la Savasse, les quelques arbres encore debout sont envahis par le stockage du matériel. Une erreur fatale déjà faite sur le cours Pierre Didier...



Blessure liée à l'emplacement de ce platane sur une place de parking cours Jean-Jaurès

ISSN 2779-444X 08
9 772779 444002

Les 400 Coups est édité par le Collectif Pour Romans Collectif Pour Romans, adresse administrative, 107 Av. Adolphe Figuet, 26100 ROMANS SUR ISERE
Directrice de la publication - Justine VIAL | Responsable de la rédaction - Morgane DESMARES | Maquette ALC et le groupe «400 Coups» du Collectif
Imprimé par SAS Impressions Modernes, 22 rue Marc Seguin, 07500 Guilherand-Granges - Date de parution le 30 avril 2023
« Dépôt légal » avril 2023 | 2 € | ISSN 2779-444X | 1ère édition, tirée à 500 exemplaires sur papier recyclé | images : drobotdean et fxquadro.Freepik.com, Collectif Pour Romans

Révolution !

« Révolution ! » - Isabelle JÉGO, 2023 - formesdesluttes.org - Affiche parue dans LES 400 COUPS ROMANAIS, N°8 - Printemps 2023
www.collectifpourromans.org